

▶ “Au Mali, il faudra les moyens de ses ambitions”

Stratégie

Ancien chef d'état-major de l'armée de terre, le général **Elrick Irastorza** commente, en exclusivité, les débuts de l'opération Serval.

Saint-cyrien et parachutiste des troupes de marine, le général d'armée Irastorza a notamment commandé le 8^e RPIMA de Castres et l'opération Licorne en Côte d'Ivoire (2005-2006). Pendant cinq ans (juin 2006-août 2011), il aura été l'un des principaux artisans de la réorganisation de l'armée de terre et de son adaptation au conflit afghan, d'abord comme major général puis comme chef d'état-major.

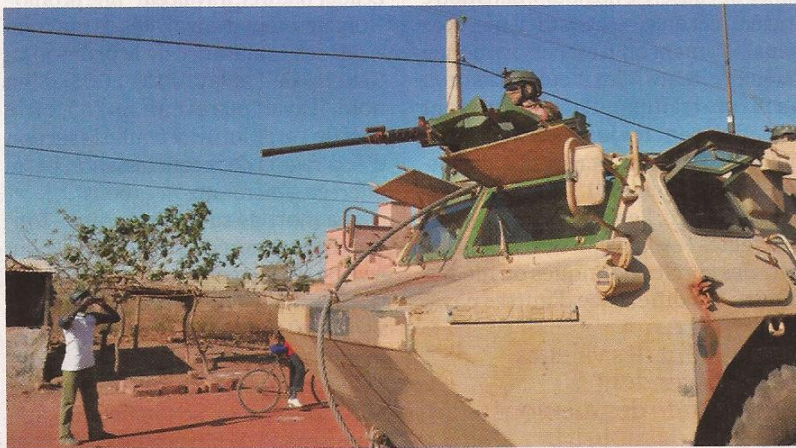
La France aurait-elle dû intervenir plus tôt ?

On ne peut que regretter que la communauté internationale n'ait pas apporté à temps des réponses appropriées à cette crise. La France a réagi *in extremis*, dans l'urgence. La pusillanimité de la plupart des pays pourtant concernés par cette déstabilisation de

Ces raids motorisés rapides et violents de type rezzou, les GPS et les moyens radio en plus, sont quasi impossibles à arrêter sans renseignements puis frappes aériennes ou moyens puissants au sol, au bon endroit.

Quelle est la principale menace pour les forces françaises ?

D'abord, les distances et le climat. À Mopti, le Mali, c'est 350 kilomètres de large, la distance Paris-Rennes, et la capitale se trouve à 1 200 kilomètres de Gao. Les hommes et nos matériels les plus vieux, les VAB (véhicules de l'avant blindés), âgés de plus de 30 ans, ou les automitrailleuses Sagaie (25 ans) vont souffrir sur les pistes. La dispersion sur le terrain ou l'intrication au milieu des populations de bandes djihadistes bénéficiant de complicités est un risque, comme, pour nos unités,



PHOTOS : ISSOUF SANOGO/AFP - SICHOU/SIFA

la zone sahélienne ne lui laissait pas d'autre choix.

Le vide militaire à hauteur de Mopti a-t-il encouragé les islamistes à foncer vers le sud ?

Ce vide ne pouvait qu'inciter des unités très mobiles et surtout très bien armées à poursuivre leur avantage.



Le général Irastorza. Il dénonce des matériels à bout de souffle. Les impasses budgétaires d'hier se paient aujourd'hui sur le terrain.

de se retrouver impliquées à leur insu dans des opérations peu respectueuses du droit des conflits armés.

De quoi notre armée a-t-elle le plus besoin ?

Nos faiblesses sont bien connues, notamment en moyens de projection. Ce qui me préoccupe le plus est la protection de nos hommes face à de l'armement d'un calibre très répandu, le 14,5. C'est autre chose que la kalachnikov ! Il est urgent de projeter des engins protégés et équipés au “standard afghan” et surtout de ne pas retarder plus que de raison le remplacement de nos bons vieux VAB.

Des scénarios d'intervention au Mali avaient-ils été préparés ?

C'est le métier de nos états-majors de planifier en permanence pour proposer au décideur politique, le moment venu, un panel de modes d'action.

Quels enseignements tirez-vous de la rapidité de la réaction française ?

Notre système Guépard de projection d'urgence et notre dispositif prépositionné ont démontré toute leur pertinence. Les forces spéciales ont facilité l'engagement initial, mais le contrôle continu du terrain ne pourra être assuré, dans la durée, que par des unités plus conventionnelles, les forces spéciales redevenant un outil privilégié pour mener des actions ciblées très puissantes, dans la profondeur ou les intervalles.

Cette nouvelle opération valide-t-elle le concept français de projection ?

En entrée de théâtre, les choses se passent généralement bien. Dans la durée, tout dépendra de nos intentions. Aller au-delà de la boucle du Niger, par exemple, nécessiterait des moyens d'une tout autre ampleur.

Quelles leçons pour notre outil de défense ?

Tout est affaire de compromis entre nos moyens et nos ambitions. Si nous voulons continuer à jouer un rôle crédible sur la scène internationale, il faudra nous en donner les moyens. Les derniers événements nous montrent, une fois encore, que c'est bien au sol que se fait la décision.

Propos recueillis par Frédéric Pons